



« Comprendre et s'engager » : 10 ans de réflexions et d'actions

Au tournant de ce siècle, les profanations de cimetières juifs comme les agressions de responsables de communautés musulmanes rappellent douloureusement la permanence des influences de l'antisémitisme, du négationnisme et du racisme. Ceci est vrai en France et cela s'est manifesté particulièrement en Alsace, où est né le mouvement « comprendre et s'engager ». Si certains, parmi la génération précédente avaient cru réglée définitivement la question de ces dérives extrémistes, il convient de renoncer à cette illusion. La xénophobie n'est jamais éteinte. En fonction de certains contextes économiques, sociaux et culturels, des expressions racistes multiples peuvent voir le jour sous l'effet, notamment, de discours qui stigmatisent certains groupes.

Pour autant, le racisme n'a rien de naturel. Il peut être contré sur le plan des idées - sans oublier pour autant sa part irrationnelle - et ce combat est d'autant plus nécessaire lorsque les préjugés racistes se banalisent. Or l'idéologie d'extrême droite a progressivement conquis du terrain, au point qu'un grand nombre de membres de communautés chrétiennes n'y voient aucun danger. Ils n'identifient pas comme incompatibles avec le message biblique les idées qui sous-tendent les programmes politiques de partis tels que le Front national, le Mouvement national républicain ou Alsace d'abord.

La volonté de se situer clairement dans une opposition aux idées, mais pas aux personnes a présidé à la naissance du mouvement « Comprendre et s'engager » en 1995. Par rapport à la montée de l'extrême-droite en Alsace et en France, il devenait urgent de réfléchir à ses causes, d'alerter par rapport à ses conséquences possibles et d'agir de façon sereine mais déterminée.

Naissance

« Comprendre et s'engager » : dès le départ, ce mouvement a souhaité inscrire dans son projet une tension positive entre deux pôles. D'une part, il y avait un désir de réfléchir à plusieurs, de revenir collectivement sur des réalités difficiles et inquiétantes, d'écouter sans condamner et d'offrir un lieu d'échanges, pour permettre la confrontation des idées. D'autre part, il y avait la volonté d'agir sans tarder, sans tergiverser plus longtemps face à la montée linéaire du vote en faveur de l'extrême-droite. Dès les années quatre-vingts et les premiers succès électoraux du FN, la greffe semblait prendre en Alsace. Le premier tour de l'élection présidentielle en 1995 allait le confirmer. Jean-Marie Le Pen était en tête dans la plupart des communes alsaciennes. Dans les cantons ruraux, il franchissait à plusieurs reprises la barre des 30% et la différence entre la moyenne des suffrages qu'il obtenait en Alsace (25,4%) et son score national (15,1) était de plus de 10 points¹ ! Né en réaction à un résultat d'élection, dans un contexte particulier en 1995, « comprendre et s'engager » serait-il condamné à tourner en rond, pour rester une sorte de protestation contre la protestation ? Le mouvement a cherché à dépasser cette attitude, en inscrivant au cœur de sa pratique², des allers-retour incessants entre réflexion et action et en tentant de se fixer des objectifs à hauteur de l'engagement qu'il pouvait mobiliser.

Les succès de l'extrême droite semblaient dès ce moment-là tout sauf le produit d'une génération spontanée. Le collectif qui se formait alors se savait faisant face à de véritables chantiers, des questions qui avaient des racines et une histoire. Le mouvement s'est efforcé d'éviter certains écueils : celui de culpabiliser l'électeur d'extrême droite, de donner des

¹ Cf SCHWENGLER Bernard, *Le vote Front National : l'Alsace un cas particulier ?*, Strasbourg, Oberlin, 2003.

² Nous entendons la notion de pratique au sens de la « praxis » selon Paul Tillich, qui entend par là des « actes créateurs au plan personnel et au niveau communautaire ». « *La praxis est la vie en train de se créer dans la personne et dans la communauté. C'est pourquoi elle inclut les actes qui visent ces personnes elles-mêmes, d'autres personnes et des groupes, d'abord ceux auxquels appartiennent ces personnes, puis à travers ces groupes d'autres et indirectement l'humanité en entier.* » TILlich Paul, *Systematische Theologie*, III, Stuttgart, Evangelisches Verlagswerk, 1966, p.82 (notre traduction).



leçons, d'être amnésique, de succomber à la naïveté, d'être récupéré politiquement ou infiltré. Les rares fois où Comprendre et s'engager a appelé à défiler derrière une banderole, celle-ci portait l'inscription : « Pour la dignité de tout être humain ». Le mouvement voulait souligner par là un engagement citoyen, enraciné dans des convictions chrétiennes et humanistes.

Commencements

Il serait pour le moins paradoxal de retracer ici par le menu un parcours d'une dizaine d'années seulement, d'autant plus que Comprendre et s'engager s'est conçu au départ comme provisoire et volontairement précaire³. Ses membres fondateurs espéraient redevenir rapidement inutiles, en quelque sorte, pour pouvoir s'engager en faveur d'autres causes qui leur paraissaient tout aussi importantes ! Rappelons tout de même l'essentiel.

En 1995, à la suite de l'élection présidentielle, des croyants de la région de Bouxwiller (Bas-Rhin) se mobilisaient. Ils rédigeaient un texte, invitaient à le signer, organisaient une veillée de prière, mettaient en place des groupes de travail. Un mouvement était né. Plus de mille signatures récoltées ont alors conforté les initiateurs du mouvement dans leur élan : en s'appuyant sur une réflexion menée auparavant dans leurs Eglises, ces chrétiens étaient prêts à témoigner que l'engagement social et politique ne serait plus une option, à prendre ou à laisser, mais une conséquence de leur foi et des valeurs qui en découlent. Assister passivement à la lepénisation tranquille des esprits y compris au sein même des communautés chrétiennes, laisser les discours xénophobes se banaliser et se traduire *in fine* dans les urnes, cela avait assez duré !

Cinq groupes de travail voyaient le jour : par des conférences – débat, l'on voulait contester l'extrême droite sur le plan des idées, offrir des lieux de débat, libérer des paroles enfouies. En poursuivant l'effort initié par la Fédération Protestante de France sur le thème « travail – partage – exclusion », on cherchait à mieux comprendre les réalités socio-économiques et les formes d'exclusion ou les inquiétudes qui en découlaient. En travaillant sur « l'histoire – l'identité – l'espérance », il s'agissait d'analyser le facteur identitaire que l'on devinait mêlé à cette crise. Avec le groupe « vigilance et dialogue », certains militants se concentraient sur les dérives extrémistes, pour le cas échéant intervenir. De façon plus générale, il s'agissait de fournir des outils d'analyse, et de proposer des temps de formation⁴. Le cinquième groupe, intitulé « veillez et priez » soulignait que pour comprendre et s'engager, mouvement de chrétiens, la prière était indispensable pour trouver le chemin et garder le cap.

Comprendre

Pourquoi placer le verbe « comprendre » en première place ? Nous étions avertis du risque : en stigmatisant l'électeur de Jean-Marie Le Pen, nous risquions tout au plus de le renforcer dans sa position. En le questionnant franchement et fraternellement, en essayant d'instiller du doute dans ses préjugés, nous espérions ouvrir des brèches, interrompre la contagion. Comprendre, c'est d'abord écouter : les hommes et les femmes que la peur rend accessibles à un discours qui instrumentalise les étrangers. Peur d'un monde qui change, de solidarités qui se délitent, de ces autres si différents et qui pourtant nous ressemblent au point qu'ils suscitent de l'angoisse : ils pourraient prendre notre place ! L'effort de comprendre a ses limites. Jean-François Collange écrivait ainsi au lendemain du 1^{er} tour de l'élection présidentielle de 1995 : « *L'électorat du FN éprouve de réels problèmes qu'il n'exprime pas de façon rationnelle. Il est quasi imperméable à la raison. Sur bien des points, il n'y a donc pas lieu de discuter et l'on ne peut qu'opposer un « Non » ferme aux thèses*

³ C'est pourquoi nous ne retracerons pas le parcours qui a conduit « comprendre et s'engager » à se donner une structure associative, seulement en octobre 2001.

⁴ Une des actions de formation les plus réussies fut l'organisation d'ateliers civiques d'argumentation, idée lancée et réalisée par Philippe Breton. L'un de ces ateliers a été enregistré et monté par Zoé Varier pour son émission « Ecoutez, des anges passent » sur France Inter.



frontistes.⁵» Et en dépit de ces remarques, qui dans la pratique indiquent parfois la seule attitude possible, le mouvement n'a jamais cessé un effort d'analyse non dénué d'une certaine empathie pour les électeurs. Parfois des personnes extérieures à l'association et quelques voix au sein du conseil d'administration souhaiteraient des condamnations plus fermes, au risque de la culpabilisation de l'autre. Collectivement, le mouvement comprendre et s'engager s'y est jusqu'à présent refusé, car diaboliser Le Pen et son électorat a toujours semblé contre-productif, jusqu'à preuve du contraire, à la majorité des militants. C'est aussi ce qui différencie nettement la démarche de ce groupe des discours d'extrême gauche.

S'engager

Les causes de la montée de l'extrême droite sont multiples. De ce fait, Comprendre et s'engager a tenté différentes formes d'action.

- Inviter au débat :

Le mouvement a organisé des soirées-débats sur des sujets qui ne font pas consensus, ou qui divisent l'opinion publique : la question de l'accueil de l'étranger, la place de l'islam en France, l'engagement politique auquel l'évangile engage le croyant, les effets déshumanisants de l'ultra-libéralisme économique. Des auteurs à succès ont été conviés dans de petites communes, afin de montrer que le débat pouvait avoir lieu précisément là, à notre porte et qu'il n'était pas nécessairement confisqué par les médias de masse. Christophe Dejourné⁶ et Viviane Forrester⁷ ont été invités en Alsace, à côté de chercheurs bien implantés régionalement, comme le sociologue Freddy Raphaël, le philosophe Alain Bihl ou le politologue Richard Kleinschmager.

Les programmes de ces rencontres, annoncées dans un quotidien régional⁸, suffisaient à susciter des critiques et des réactions d'oppositions. Ainsi cet extrait du courrier des lecteurs, assez représentatif d'une partie de la population : « *Hier, il fallait combattre contre le communisme, aujourd'hui il faut abattre l'extrême droite, demain on nous demandera de nous révolter contre qui ? Contre quoi ? Pour ma part, il ne faut plus confondre religion et politique, car tout un chacun a encore le droit à la liberté d'opinion et d'expression.*⁹ » Ce lecteur poursuit en invitant les pasteurs à se cantonner dans l'annonce de la « bonne parole », l'enseignement de l'amour du prochain et le réconfort apporté aux aînés. S'agit-il véritablement de ne pas « confondre foi et politique » ? N'entend-on pas plutôt dans ce propos une sorte de désir nostalgique : la religion comme lieu d'une parole entièrement bonne, au sens où elle se contenterait de guérir et de consoler, jamais d'interroger ? En écho, les alsaciens se souviendront de l'expression populaire : « l'église doit rester au milieu du village ! ». Elle dit quelque chose de cette aspiration forte à ce qu'un sentiment religieux diffus mais largement partagé soutienne le lien social !

Au cours de ces débats ou en écho à ce qui était discuté, comprendre et s'engager a maintes fois rencontré des oppositions. Signe que nous touchions à de vraies questions. Le message biblique invite toujours ses lecteurs à des choix. Le rôle des croyants n'est-il pas justement d'éviter le consensus à tout prix ? Une accumulation de recommandations prudentes ne fait-elle pas au total le lit de la lâcheté et de la démission ?

- **Avant les élections**

Les buts poursuivis par le Mouvement comprendre et s'engager l'ont conduit à formuler et rendre publiques des prises de position à la veille des scrutins. En l'espace de 10 ans, cette pratique a évolué. Progressivement, des démarches concrètes sous forme de distribution de tracts par des militants, sont venues compléter la publication de ces textes dans la presse

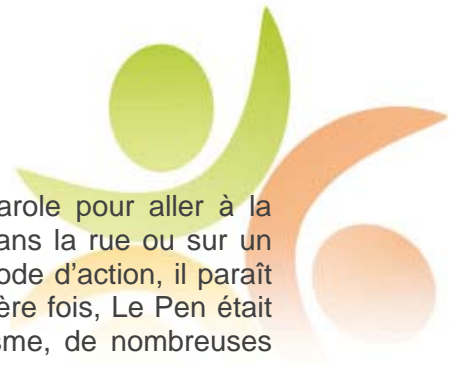
⁵ *Le Messager*, 28 avril 2002, p.IV du supplément intitulé « Une République en danger »

⁶ DEJOURNÉ Christophe, *Souffrance en France : la banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Seuil, 1998.

⁷ FORRESTER Viviane, *L'horreur économique*, Paris, Fayard, 1996.

⁸ « Des protestants s'engagent contre l'extrême droite », *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 14/01/96, pages région, rubrique « société ».

⁹ M. Diebolt, de Vendenheim, courrier des lecteurs, *Dernières Nouvelles d'Alsace*, 19/01/96.



confessionnelle et laïque. Certains militants ont joint le geste à la parole pour aller à la rencontre de leurs concitoyens et engager des échanges y compris dans la rue ou sur un marché. Sans vouloir retracer ici de façon détaillée l'évolution de ce mode d'action, il paraît pertinent de revenir sur l'année 2002, d'abord parce que pour la première fois, Le Pen était qualifié pour le second tour, ensuite parce qu'au sein du protestantisme, de nombreuses réactions - différentes - ont été publiées.

Avant le premier tour de l'élection présidentielle, Comprendre et s'engager a déclaré : « *Il nous semble essentiel, au-delà des préoccupations et sympathies personnelles de chacun :*

- *d'examiner les propositions des différents candidats en tenant compte (...) du souci d'une cohabitation plus harmonieuse des personnes de nationalités, de religions, de cultures, de niveaux sociaux et d'âges différents (...)*
- *de discuter des propositions des candidats avec les amis, voisins, parents, collègues de travail*
- **d'aller voter**
- *de s'engager, au-delà de ces élections, dans la vie de la cité en participant à ses structures associatives, syndicales et politiques. »*

Au lendemain du premier tour, le message est devenu plus incisif. Et contrairement à d'autres instances, notamment dirigeantes, du protestantisme français, l'appel émanant de Comprendre et s'engager incluait une consigne de vote¹⁰. Sous le titre « Tous responsables », le mouvement déclarait : « (...) *Notre engagement est basé sur l'Évangile. Au nom de nos valeurs, nous ne pouvons considérer comme un parti parmi d'autres une formation politique qui se situe dans la continuité du fascisme, qui sous couvert de nationalisme prône le repli sur soi et la fermeture des frontières.*

Jean-Marie Le Pen et le programme de son parti représentent une menace pour la République, pour la démocratie et pour l'Europe. La priorité est aujourd'hui de parer à ce danger. Nous n'oublions pas les dérapages racistes et antisémites de Jean-Marie Le Pen, ni les comportements agressifs qui ont jalonné son parcours politique. Enfin, nous redisons que les références implicites ou explicites à l'Évangile dans les discours de ce candidat constituent un détournement inadmissible des écrits bibliques.

Nous demandons à nos concitoyens de s'intéresser davantage à la politique et d'utiliser leur bulletin de vote à bon escient ! Nous demandons avec force aux chrétiens, pour ce deuxième tour de l'élection présidentielle, de ne pas s'abstenir, de voter Jacques Chirac, et ce quelles que soient leurs préférences politiques par ailleurs. »

Comment mesurer l'impact de ces prises de position ? Aucune tentative sérieuse n'été entreprise dans ce sens. Même modeste, cette forme de témoignage est précieuse aux yeux de ceux qui s'y sont aventurés. Précisons encore que ces prises de position s'accompagnent de veillées de prière et, à certaines occasions, de temps de jeûne. Par la pratique que Comprendre et s'engager a expérimenté, le mouvement s'est senti conforté dans ses intentions, en acceptant que les formes d'intervention choisies devront continuer à évoluer. Il est arrivé que des non-croyants, rencontrés dans la rue, saluent ces prises de position sans ambiguïté initiées par des croyants. D'autres perçoivent cette participation au débat public comme une parole qui vient franchir des limites que l'ont voudrait clairement tracées et infranchissables.

Foi et politique

Intervenir sous la forme que nous venons de décrire ne revient pas à confondre religion et politique, mais à essayer d'approfondir les implications politiques de la foi. Dans la tradition des groupes s'inspirant ou appartenant de près ou de loin au « christianisme social », le

¹⁰ Jean-Paul Humbert et Marc Lienhard, présidents respectivement du Conseil synodal de l'Église Réformée d'Alsace-Lorraine et du Directoire de l'Église de la Confession d'Augsbourg d'Alsace-Lorraine ont déclaré : « *Les Églises n'ont pas à donner des consignes de vote, elles sont appelées à réaffirmer leurs convictions et à dire, en particulier, que le vivre ensemble, au sein de notre pays, ne peut se réaliser à travers la haine et l'exclusion, mais à travers le respect de l'autre. »*



mouvement Comprendre et s'engager juge plus inquiétant un discours, au sein des Eglises, qui n'encouragerait plus à aborder les questions difficiles du temps présent. Sans négliger pour autant les autres aspects du témoignage chrétien, beaucoup de croyants actifs au sein de cette association estiment que la foi les pousse aussi à risquer une parole publique, même si elle dérange. Cette démarche, dans la mesure où elle respecte strictement la liberté d'opinion et la séparation des pouvoirs ne peut être soupçonnée d'attaquer le principe de laïcité. On le sait, le fait qu'il y ait toujours, en Alsace-Moselle, des relations entre l'Etat et les Eglises donne à la laïcité vécue dans les trois départements de l'Est de la France une autre tournure.

A propos des rapports entre foi et politique, le Consistoire supérieur de l'Eglise luthérienne a adopté en 1992 un texte intitulé « Fondements et implications de l'engagement politique des chrétiens et de l'Eglise »¹¹ En voici le début :

« 1.2.

L' Eglise de la Confession d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine (ECAAL), ses paroisses et ses membres ont souvent été et sont encore très prudents voire silencieux dès qu'il s'agit d'engagement politique concret. Diverses raisons ont contribué à un certain "apolitisme". On peut citer :

- *les souffrances liées aux événements des dernières guerres qui ont éloigné beaucoup de chrétiens alsaciens et lorrains de la vie politique,*
- *le lien organique entre l'ECAAL et l'Etat qui incite à la prudence voire à la neutralité politique,*
- *un certain luthéranisme qui réduit la vie de l'Eglise à la vie culturelle et à la piété privée,*
- *une influence piétiste qui considère la politique comme "impure" car centrée sur le monde "mauvais" qui passe.*

Face aux défis de la société contemporaine, nous prenons aujourd'hui davantage conscience que même la neutralité et l'attitude apolitique, mises en avant par certains dans le but d'éviter des tensions au sein de l'Eglise, sont une prise de position politique. L'authenticité de l'Eglise et de son témoignage exige le dépassement d'un non-engagement craintif et le courage de risquer des paroles et des actes par amour pour les autres, en particulier ceux qui sont dans la détresse.» En rapport avec cette problématique, l'importance de l'histoire particulière de cette Eglise est montrée tout au long de ce texte. C'est précisément une des sources de l'action d'un mouvement comme Comprendre et s'engager.

Le « non-engagement craintif » dont parle le texte est le fruit d'une expérience historique. Les deux grandes guerres du 20^{ème} siècle et les « souffrances » évoquées ont non seulement bouleversé les conceptions religieuses elles-mêmes, elles ont longtemps hypothéqué la possibilité, au sein des Eglises, de reparler des questions socio-politiques. Le travail de mémoire a constamment été repoussé, dans la société en général et au sein des communautés chrétiennes. Un exemple dans la vie régionale souligne ce retard : un « mémorial d'Alsace-Moselle » va ouvrir ses portes en 2005 seulement, à Schirmeck. A travers les échanges vécus au sein de l'association, beaucoup de personnes engagées ont vérifié dans leurs propres biographies familiales l'impact de ces questions.

La période de la décolonisation et la phase de la construction européenne ont également modifié fondamentalement les enjeux autour de la notion d'identité régionale, un autre thème politique important, qui fut central dans l'analyse des résultats de l'élection présidentielle de 1995. Là encore, derrière la notion d'identité, avec sa dimension linguistique et culturelle, tout un travail de redéfinition et de ré-appropriation serait nécessaire.

Dans le cadre d'une conférence organisée par l'association¹², le théologien Jean-François Collange a mis en lumière que la confusion entre foi et politique ne tourne à l'avantage ni de l'un ni de l'autre. Il ne suffit pas de croire pour bien gouverner, ni d'être un bon chrétien pour

¹¹ Ce texte a été adopté par le Consistoire Supérieur en mars 1992

¹² « Foi et politique : prendre position au nom de la foi chrétienne », Jean-François Collange était alors Professeur d'éthique à la Faculté de théologie protestante de l'Université Marc Bloch de Strasbourg (conférence organisée à Ingwiller (67) en 1996).



être juste aux yeux de Dieu. Distinguer les deux, ne revient pas à les séparer. Martin Luther, pour sa part, n'a pas cédé à cette tentation. Distinguer ne veut pas dire que la foi chrétienne serait sans implications sur la vie socio-politique et qu'il y aurait des domaines où elle serait indifférente, comme "a-sexuée". Au contraire ! Dans la mesure où la foi concerne l'homme, y compris dans sa vie sociale et politique, elle ne peut qu'avoir de réelles implications dans ces domaines. Reste à savoir comment définir ces implications. Le théologien les regroupait selon les trois ensembles suivants :

- une dimension prophétique de l'action

Malgré les effets de la sécularisation, les contemporains ont le sentiment que, face au discours économique dominant qui tend à envahir la société postmoderne, il importe que des instances autres, entre autres les Eglises, attestent d'un certain nombre de valeurs qui ne relèvent pas que de l'argent. Elles doivent signaler que tout ne se résume pas à ce qui se passe "ici-bas", mais qu'il y a bien un "ailleurs", un "autre chose" encore. Les Eglises et leurs membres ont ainsi à jouer comme un rôle prophétique, à être signe que tout ne commence pas et ne finit avec ce que l'on voit et ce que l'on touche. Les deux grands fléaux du 20^{ème} siècle ont eu pour noms : nazisme et stalinisme. Tous deux se sont révélés totalitaires et ont voulu réduire l'ensemble de la réalité humaine à une idéologie et un système. Quelques éléments indiqués par le théologien méritent ici d'être rappelés :

- l'exaltation du "soi" (du "moi" ou du "nous") national ou "de classe", considéré comme supérieur aux autres, contre lesquels on était appelé à lutter de façon absolue.
- la présentation de ces mêmes autres comme les causes de tous les maux de la société ; c'est le phénomène bien connu du bouc émissaire.
- la présentation d'un homme providentiel (d'un "sauveur"!) venant rétablir une situation perturbée ; tout reposant sur ce "sauveur", la démocratie n'est plus de mise, le pluralisme et les débats ne sont plus nécessaires, seuls l'ordre et la force comptent.
- la démagogie est reine et flatte les instincts les plus bas de la population : au lieu d'élever celle-ci au-dessus d'elle-même et de lui permettre d'accéder à plus de maîtrise et à plus de culture, elle est nourrie de slogans.

Face à ces périls, les Eglises n'ont pas toujours été à la hauteur de leur vocation prophétique.

- Résistance et solidarité

Être chrétien, n'est-ce pas savoir résister lorsque la solidarité et la fraternité se trouvent menacées ? L'exemple en ce domaine vient de haut. Comment en effet expliquer - non pas d'un point de vue religieux et théologique, mais d'un simple point de vue social et politique - la condamnation à mort de Jésus ? Tout le monde s'accorde pour dire qu'il n'avait commis ni crime, ni délit particulier : alors, pourquoi a-t-il été condamné ? Jésus osait dénoncer l'hypocrisie des riches, des forts et des puissants qui n'hésitaient pas à utiliser le nom de Dieu et les articles de sa Loi pour asseoir leurs propres privilèges et justifier l'exclusion des exclus. C'est cette résistance au nom de la sincérité et de la solidarité qui, mettant en péril un certain nombre d'intérêts, l'a conduit à la croix. Dès lors, ses disciples, les chrétiens ne peuvent que le suivre sur le chemin ainsi tracé. Ils ne peuvent que se battre pour un monde plus juste, plus fraternel et plus solidaire ... et résister farouchement à tout ce qui menacerait ce combat incessant et toujours à reprendre.

- Un Evangile étranger

Notre rapport à l'étranger – c'est-à-dire à l'autre - est figure de notre rapport à Dieu lui-même. Le témoignage biblique l'atteste. La qualité de l'hospitalité est un signe fondamental d'humanité. Malheur aux sociétés qui ne savent plus accueillir ! Mais il y a plus encore. Pour les chrétiens, l'Evangile lui-même est étranger. Il nous arrache à nos pensées toutes faites, à nos conformismes sages et sécurisants. Il est des valeurs fondamentales que la foi défend, hors desquelles rien de véritablement humain ne peut se construire. L'ouverture à autrui, le sens de la solidarité, le courage de la résistance et l'accueil de l'étranger sont de celles-là.

Pendant toute la période que nous analysons ici de façon synthétique, ce type de réflexions théologiques a servi de moteur à l'action, avec une réserve : la dimension « prophétique », certes, se traduit difficilement sous la forme d'un programme d'activités planifié ! Un exemple illustrera ce point. En 2002, suite à des cas concrets, l'association a souhaité que « soit



clairement définie la position de nos Eglises vis-à-vis de personnes membres de nos Eglises et y exerçant une fonction, qui brigueraient un mandat électoral comme candidat d'un parti extrémiste et xénophobe ». Cette démarche n'a pas abouti. Des contacts directs avec l'un de ces candidats, qui venait d'achever sa formation de prédicateur laïc, ont été possibles et se sont révélés utiles. Sur ce plan, le mouvement restera vigilant, quitte à irriter tel conseil presbytéral ou telle instance de direction.

Et demain ?

L'influence persistante de l'extrême droite et d'autres courants populistes en Europe, le risque de voir cette évolution mener à des formes de déstabilisation sociale, politique et culturelle interpellent les Églises. Les succès de ces mouvements politiques, plus encore dans les mentalités que dans les urnes, révèlent des crises profondes : affaiblissement du lien social, sentiment d'éloignement par rapport à la représentation politique, crises du sens. L'actualité régionale, nationale et internationale fournit donc à Comprendre et s'engager d'abondantes raisons pour continuer, avec d'autres, un travail de fond auquel le mouvement s'emploie depuis 10 ans.

Car rien ne semble véritablement freiner cet extrémisme xénophobe, nationaliste, voire négationniste. La composante néo-nazie et néo-fasciste de la droite extrême se manifeste à nouveau, sous couvert d'un populisme à visage respectable, qui tend à gagner en influence jusqu'au cœur de certains partis traditionnels. Entre deux élections, en France, il semble qu'existe une sorte d'accord tacite, comme s'il convenait de ne pas en parler. Au moment de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, fin 2004, la lame de fond des commentaires français outrés sur l'état critique de la démocratie américaine, où le peuple était capable d'élire un candidat aussi contestable, ne témoignait-elle pas d'une forme d'amnésie ? Qu'en est-il du paradoxe du peuple français permettant, en 2002, à un candidat d'extrême droite, à tendance négationniste et notoirement violent, d'accéder au deuxième tour de notre élection présidentielle ?

Dans le même temps, les débats sur la laïcité en France, sur le traité constitutionnel européen, et l'éventualité de l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne laissent apparaître de véritables fractures dans l'opinion, des oppositions frontales et tendues sur des questions comme celle de l'immigration, de la place de l'islam dans les pays européens et la place des religions dans une société démocratique.

Sur le plan économique, la domination apparemment sans partage d'une puissante logique libérale plonge beaucoup de concitoyens issus de milieux modestes dans de grandes difficultés. Un chômage élevé chronique, doublé d'un recul des acquis sociaux et de la solidarité nationale à l'égard des plus pauvres et des plus fragiles, alimentent les frustrations et les souffrances au sein des catégories populaires, mais aussi des classes moyennes. Et nous n'avons pas encore évoqué la crise de la parole, de la négociation et de la représentativité dans notre démocratie. Il ne s'agit pas de noircir le tableau. D'autres phénomènes observables sont encourageants, comme l'organisation et l'efficacité croissante du mouvement alter-mondialiste, le développement du dialogue inter-religieux. Mais les réalités qui alimentent la tentation de l'extrémisme politique ou religieux, dans notre pays, ne vont pas en régressant, au contraire. Le large spectre et la profondeur des racines du mal, ainsi que l'habileté des extrémistes à en tirer partie, obligent à faire face avec un travail persévérant et de fond.

Très régulièrement, dans le quotidien, et dans tous les milieux, nous entendons, répétées à l'envi, ces affirmations banalisées de haine et de rejet qui rappellent ceci : à la base de toutes ces idéologies, nous trouvons inmanquablement la remise en cause de la dignité humaine de certains groupes humains, au profit d'une élite, appelée, soit-disant légitimement, à exercer le pouvoir sans les autres et sur les autres, s'il le faut par la violence, comme le justifierait un droit soi-disant naturel. Or le Christ appelle chacun à s'engager pour une vision de l'être humain, de l'humanité et du monde, bien différente. Pour l'avenir immédiat, concluons avec l'expression d'un espoir et d'une nouvelle piste de travail.

Un espoir : les sujets cruciaux en discussion actuellement encourageront peut-être davantage d'hommes et de femmes, de tous âges, à prendre une part plus active dans les



débats, à faire le pas de l'engagement pour leurs convictions, afin que ces jalons si importants pour notre avenir s'infléchissent dans le sens que nous souhaitons. Une nouvelle piste : des tentatives prometteuses de formation à la médiation interculturelle et inter-religieuse existent depuis quelques temps dans notre pays, dont la démarche semble très pertinente, depuis les bases théoriques jusqu'à la mise en application par la formation de médiateurs professionnels. Cette piste mérite d'être étudiée, adaptée aux différentes réalités, et sans doute étendue. Elle peut être une manière nouvelle, pertinente et effective de s'attaquer aux racines du mal, par une aide concrète à un meilleur vivre ensemble dans la différence. Un mouvement comme le nôtre pourrait explorer à sa manière une mise en pratique de cet effort de médiation interculturelle et inter-religieuse.

Gérard Janus et Pierre Kopp